

Direction de l'urbanisme,
du logement et de l'équipement

Sous-direction de l'urbanisme et de la construction

P.C. 075-113-09-P0050

Date de dépôt : 05-08-2009, 05-02-2010, 22-02-2010

Demandeur : Unicité (SAS), partenaire privé de l'université
Paris-Diderot (Paris-7)

Objet : Université Paris 7 - Bâtiment universitaire
(21.620 m²) - M5B2 - 11-17 rue A. de Baïf, 12-24 bld
J. Simon - Paris 13^{ème}

ARRÊTÉ

délivrant un permis de construire

pris au nom de l'Etat

**LE PREFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE, PREFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de la ville de Paris adopté par délibération du conseil de Paris en date des 12 et 13 juin 2006, modifié les 29 et 30 septembre 2009 ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 5 août 2009 par Unicité (SAS), partenaire privé de l'université Paris-Diderot (Paris-7) représentée par Monsieur Xavier Duplantier, 7 rue Cambronne, 75.015 Paris, et enregistrée par la mairie de Paris sous le numéro P.C. 075-113-09-P0050 ; portant sur la réalisation d'un bâtiment universitaire sur l'ilot M5B2 de la ZAC Paris-Rive Gauche, 11-17 rue Antoine de Baïf, 12-24 bld J. Simon, à Paris 13^{ème} ; surfaces de planchers hors-œuvre nettes créées = 21.620 m² ;

Vu les compléments relatifs à la sécurité-incendie et à l'accessibilité des handicapés déposés le 5 février 2010, et l'étude de sécurité publique déposée le 22 février 2010 ;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France du 15 septembre 2009 ;

Vu l'accord du préfet de police du 19 avril 2010 ;

Vu l'avis favorable du maire de Paris du 21 octobre 2009 (sous-direction du permis de construire et du paysage de la rue), ensemble, les prescriptions émises par l'inspection générale des carrières (11-09-2009) ;

Vu les prescriptions émises le 4 septembre 2009 par la société nationale des chemins de fer français ;

Considérant que le conservateur régional de l'archéologie d'Ile-de-France (service régional de l'archéologie d'Ile-de-France) a accusé réception du dossier en date du 12 août 2009 ; qu'il n'a édicté aucune prescription à ce jour ; et qu'en conséquence le projet ne donnera pas lieu à prescription archéologique, en application de l'article 18 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 ;

... / ...

... / ...

Sur la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris ;

ARRETE :**ARTICLE 1**

Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée déposée le 5 août 2009, et complété les 5 et 22 février 2010.

Le bénéficiaire du permis respectera les prescriptions indiquées en article 2, ainsi que les mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

ARTICLE 2

Les prescriptions à respecter par le bénéficiaire sont les suivantes :

- Δ l'exécution des travaux devra être effectuée conformément aux plans et éléments du dossier ;
- Δ toutes les dispositions et recommandations relatives à la sécurité, à la sécurité-incendie et à l'accessibilité des handicapés figurant dans l'autorisation du préfet de police, joint en annexe, seront observées ;
- Δ les prescriptions émises par les administrations consultées et contenues dans leurs rapports joints en annexe seront respectées (Inspection des Carrières, S.N.C.F.).

ARTICLE 3

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée au pétitionnaire.

Celui-ci en fera mention par affichage sur le terrain dès sa délivrance, pendant au moins deux mois, et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois, selon les modalités définies aux articles A.424-15 à A424-18 du code de l'urbanisme.

Un exemplaire ou extrait du permis de construire sera en outre publié par voie d'affichage dans les services de la mairie du 13^{ème} arrondissement de Paris, pendant une durée de deux mois.

Fait à Paris, le 28 AVR. 2010

Par délégation,
Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,

Le Directeur de l'Urbanisme, du Logement
et de l'Équipement


Philippe CEBE

P.C. 075-113-09-P0050 Université Paris 7 - Bâtiment universitaire (21.620 m²) ZAC PRG - Ilot M5B2 11-17 rue A. de Baïf, 12-24 bld J. Simon – Paris 13 ^{ème}	PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ AU NOM DE L'ÉTAT PAR LE PRÉFET DE PARIS
	BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES

- Accord du préfet de police du 19 avril 2010
- Prescriptions de l'inspection générale des carrières du 11 septembre 2009
- Prescriptions de la société nationale des chemins de fer français du 4 septembre 2009



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :
DTPP / SDSF / RP/CA / PC
N° Dossier : 090719
N° BSPP : 24040-P7-M5B2

Catégorie : P^{re} - Type : R avec activité de type N
Affaire suivie par Mlle Laurence VERGNE
Tél. : 01 49 96 36 69
Fax : 01 49 96 37 69

Paris, le 19 AVR. 2010

LE PREFET DE POLICE

A

MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

PREFET DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME DU LOGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT

SOUS-DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION

BUREAU DE LA CONSTRUCTION

O B J E T : Demande de permis de construire n° 09 P 0050 concernant réalisation d'un bâtiment universitaire (21 620 m²) sur l'îlot M5B2 de la ZAC Paris-Rive Gauche - 11/17, rue Antoine de Baïf - 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13^{ème}.

Référence : Votre lettre DULE/SDCUC/BC/075 113 09 P 0050 du 8 février 2010.

P. jointes : 2 annexes et 3 procès-verbaux (sécurité incendie, accessibilité, sécurité publique).

Par courrier en date du 8 février 2010, vous m'avez transmis, pour avis, un dossier relatif à la demande de permis de construire rappelée en objet.

Je rappelle que le projet a fait l'objet d'un avis défavorable au regard de la sécurité incendie, de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et de la sécurité publique par note du 24 décembre 2009.

S'agissant de la construction d'un bâtiment universitaire pour l'université Paris-Diderot, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie susceptible de recevoir un effectif de 4090 personnes, le dossier comporte, conformément aux dispositions de l'article L. 1113.1 du code de l'urbanisme, une étude de sécurité publique.

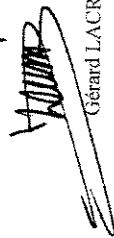
...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)
<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - e-mail : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

La Délégation Permanente siégeant en formation accessibilité, la Délégation Permanente siégeant en formation incendie et la sous-commission pour la sécurité publique, réunies en séance respectivement les 16 et 23 mars et 15 avril 2010, ont émis chacune pour ce qui la concerne, un *avis favorable* au projet sous réserve de l'observation des mesures prescrites dans les annexes ci-jointes (I, II et III).

P/ LE PREFET DE POLICE
Le sous-directeur de la sécurité du public


Gérard LACROIX



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à l'arrêté :
DTP / SDSP / BP/CA / PC
N° Dossier : 090719
N° BSPP : 24040-P-M5B2

Catégorie : 1^{ère} - Type : R avec activité de type N

Paris, le **19 AVR. 2010**

AVIS DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE DE LA PREFECTURE DE POLICE

OBJET : Demande de permis de construire n° 09 P 0050 concernant réalisation d'un bâtiment universitaire (21 620 m²) sur l'îlot M5B2 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 11/17, rue Antoine de Baif – 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13^{ème}.

Après examen du dossier de permis de construire mentionné en objet, la délégation permanente de la commission de sécurité de la préfecture de police émet un avis **favorable** à la réalisation du projet sous réserve de l'exécution des prescriptions suivantes :

- Réaliser les travaux de construction d'un bâtiment universitaire, îlot M5B2, ZAC rive gauche, constituant un établissement recevant du public de 1^{ère} catégorie de type R avec activité de type N, susceptible de recevoir un effectif de 4090 personnes – 11/17, rue Antoine de Baif – 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13^{ème}, conformément aux plans et documents joints à la demande de permis de construire déposée le 5 août 2009 et modifiée par le dossier reçu le 22 février 2010.
- Se conformer aux dispositions réglementaires :
 - des articles R. 123-1 à 123-55 du code de la construction et de l'habitation ;
 - du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
 - de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R ;
 - de l'arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N ;
 - du code du travail ;
 - de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la sécurité préventive contre les risques d'incendie dans les immeubles d'habitation et plus **particulièrement aux dispositions concernant les bâtiments classés en 2^{ème} famille collective dont la hauteur du dernier niveau est de moins de 8,00 m par rapport au sol.**

3. Isoler :

- les locaux à risques moyens (cuisine/office/réserves) par des parois et planchers coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure, munis de ferme-porte ;

REPUBLICQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Service vocal : 06 91 01 22 22 (0 225 € la minute)
<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mdi : courrier@prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- les locaux à risques particuliers (archives/ensemble des locaux techniques aveugles situés au niveau « étage intermédiaire ») par des parois et planchers coupe-feu degré 2 heures et des blocs portes coupe-feu de degré 1 heure, munis de ferme-porte, ne donnant pas sur une circulation ou un local recevant du public.

4. Concevoir des espaces d'attente sécurisés, tels que définis à l'article CO 34 § 6 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, permettant d'atteindre l'objectif défini à l'article GN 8, à savoir :

- utiliser le concept de zone protégée. Un moyen permettant à une personne de signaler sa présence doit être prévu (par exemple une fenêtre, sous réserve qu'elle soit visible des équipes de secours, interphone, téléphone, bouton d'appel d'urgence identifié et localisé pour les personnes sourdes ou malentendantes) ;
 - utiliser le concept des secteurs. Un moyen permettant à une personne de signaler sa présence doit être prévu (par exemple une fenêtre, sous réserve qu'elle soit visible des équipes de secours, interphone, téléphone, bouton d'appel d'urgence identifié et localisé pour les personnes sourdes ou malentendantes) ;
 - augmenter la surface des paliers des escaliers protégés dont la résistance au feu des portes sera coupe-feu au lieu de pare-flammes ; offrir un espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une durée minimale d'une heure ; Conformément aux dispositions des articles CO 58 et CO 59
- #### 5. Isoler l'établissement recevant du public des tunnels ferroviaires par des parois coupe-feu de degré 4 heures.
- #### 6. Aménager deux espaces libres permettant aux échelles aériennes des services de secours d'accéder à la façade sud-ouest à partir de l'avenue Albert Einstein. Ils seront conformes aux plans datés du mois de janvier 2010 et respecteront les dispositions suivantes :
- force portante : 160 kilonewtons ;
 - résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 cm² ;
 - passage sous voûte d'une largeur de 4 mètres et hauteur libre de 3,50 mètres minimum ;
 - rayon intérieur minimal de 11 mètres ;
 - surlargeur : $S = 15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres ;
 - pente inférieure à 15 %.

Ces espaces libres devront rester vides de tout aménagement et plantations.

- #### 7. Aménager une voie pour la mise en station des échelles aériennes, parallèle à la façade dominant sur le boulevard Jean Simon. Cette voie devra être conforme aux dispositions de l'article CO 2 (§ 2) du règlement de sécurité précité, être libre de stationnement et de plantations et approcher à moins de 1 mètre de la façade.

- #### 8. Aménager les baies de la façade accessible traitée en aveugle, côté boulevard du général Jean Simon, en respectant les dispositions suivantes, de façon à permettre un engagement aisé des sapeurs-pompiers en toutes circonstances :
- chaque niveau doit disposer d'au moins deux baies d'accès de 1,80 mètres de hauteur et 0,90 mètre de largeur (la distance entre les baies d'accès d'un même niveau doit être comprise entre 10 et 20 mètres) ;
 - les baies doivent ouvrir « à la française » vers l'intérieur du bâtiment dans un local ou un dégagement accessibles au public ;
 - un système d'ouverture unique pour chaque baie doit être prévu ;

- le dispositif d'ouverture, situé dans la moitié inférieure des châssis des baies doit être manœuvrable au moyen de la clé spéciale des sapeurs-pompiers ;
 - le dispositif d'ouverture de ces baies doit être repéré depuis l'extérieur.
- Enfin, compte tenu de la hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible, supprimer les allèges sous toutes les baies du 8^{ème} étage.**

9. Installer des colonnes sèches dans chaque escalier desservant les étages.

Consulter préalablement le groupe Prévision Hydraulique du Bureau Prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris afin qu'il se prononce sur :

- le diamètre des colonnes sèches à implanter ;
- l'emplacement exact des prises d'alimentation ;
- l'utilité d'implanter un poteau-relai.

10. Disposer les espaces d'attente sécurisés prévus dans les locaux des 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étages sur la façade ouvrant sur le boulevard du général Jean Simon.

11. Aménager, en partie haute de chaque escalier desservant les étages, un exutoire d'une surface géométrique de 1 m² ou d'un ouvrant de désenfumage d'une surface libre identique, pour permettre l'évacuation de fumée en cas d'incendie.

Assurer son ouverture par un dispositif à commande manuelle à disposition à proximité de l'accès à l'escalier ou dans celui-ci.

Ces dispositifs devront satisfaire aux conditions définies aux articles DF 4 et DF 5.

Mesure relative à l'accessibilité des personnes handicapées.

12. Se conformer aux dispositions des articles R. 111-19-1 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes handicapées.

I.V/19/04/10

ANNEXE II



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

DTDP / SDSP / BP/CA / PC

N° Dossier : 090719

Catégorie : 1^{ère} ... Type : R avec activité de type N

Paris, le **19 AVR. 2010**

Mesures à respecter

lors de la réalisation des travaux ou postérieurement à leur réalisation

1. Installer un système de sécurité incendie de catégorie **B** en respectant pour les matériels des dispositions des normes françaises NF S 61-930 à NF S 61-940, NF S 61-961 et NF EN 54 revêtus des estampilles de conformité. Faire procéder à la réception de son installation par un coordinateur SSI dans les conditions définies aux paragraphes 12 et 13 de la norme NFS 61-932. L'organisme coordinateur ne peut être le même que l'organisme agréé chargé des vérifications prévues à l'article GE 7 (81).
2. En l'absence de service de sécurité composé d'agents qualifiés, faire établir pour chaque personne chargée de l'exploitation du SSI pendant la présence du public une « attestation de formation » portant notamment sur la signification des différentes signalisations, la conduite à tenir en cas de déclenchement et, en cas d'alarme, les modalités d'action sur une commande manuelle (MS 57 §1). Les annexer au registre de sécurité.
3. Transmettre à la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS :
 - un dossier technique sur le système de sécurité incendie envisagé ;
 - le dossier technique prévu à l'article DF 2, avec :
 - un plan comportant :
 - les emplacements des évacuations de fumée et des amenées d'air ;
 - le tracé des réseaux aérauliques ;
 - l'emplacement des ventilateurs de désenfumage ;
 - l'emplacement des dispositifs de commandes ;
 - une note explicative précisant les caractéristiques techniques des différents équipements.
4. S'assurer du concours, pendant la construction, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 123-43 et R 123-44 du Code de la Construction et de l'habitation et GE 3, GE 6 à GE 9 du règlement de sécurité du 25 juin 1980. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.
5. Aviser la Direction des transports et de la protection du public – Sous-direction de la sécurité du public – Bureau des établissements recevant du public – 12/14, quai de Gesvres 75004 PARIS, de l'achèvement des travaux.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Service vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris-interieur.gouv.fr> - m6 : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr



PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC
Sous-Direction de la Sécurité du Public

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Références à rappeler :

D11P / SDSP / BP/CA / PC

N° Dossier : 090719

N° BSPP : 24040-P-M5B2

Catégorie : 1^{re} – Type : R avec activité de type N

Paris, le

19 AVR. 2010

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE

OBJET :

Demande de permis de construire n° 09 P 0050 concernant réalisation d'un bâtiment universitaire (21 620 m²) sur l'îlot M5B2 de la ZAC Paris-Rive Gauche – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13^{ème}.

L'étude remplit les conditions et les objectifs définis par l'article R. 111-49- alinéa 1 du code de l'urbanisme, précisés par l'annexe 2 de la circulaire en date du 1^{er} octobre 2007 émanant du ministère d'état, de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministère du logement et de la ville, en ce qui concerne les points suivants :

I. Diagnostic

La présence d'un diagnostic social et urbain à permis de noter que le 13^{ème} arrondissement est l'un des plus peuplés de Paris, avec une population relativement jeune (entre 25 et 39 ans). L'habitat est prioritairement tourné vers le locatif (l'accès à la propriété restant particulièrement difficile à Paris).

Le diagnostic économique indique que le 13^{ème} arrondissement reproduit assez fidèlement le profil de la capitale en matière d'emploi avec des chiffres sensiblement identiques. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2008. Cet arrondissement est en pleine expansion économique avec la construction de grandes surfaces (Décathlon, Darty, ...), le développement des transports en commun (prolongement de la ligne de métro N°10 ainsi que le prolongement de la ligne de tramway T3....).

S'agissant du diagnostic de l'insécurité, les statistiques font apparaître que depuis 2006 la délinquance décroît sur le 13^{ème} arrondissement de Paris.

Les faits de délinquance les plus importants apparaissent dans les grands pôles d'habitats (Cité Regnault-Chevaleret, Cité Louise Weiss....).

II. L'analyse des risques

L'ensemble des risques admissibles pour cette typologie de projet a été évoqué. Les risques suivants pouvant impacter le site ont été recensés :

- blocages des entrées de l'établissement,
- intrusions aux fins d'envahissements,

REPUBLICQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

.../...

PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73
Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris-interieur.gouv.fr> – méf : courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr

- manifestations à l'intérieur du site,
- dégradations ou attentats intérieurs,
- attentats vers l'extérieur (actions sur les voies SNCF,...),
- dégradations des façades,
- dégradations ou vols de véhicules,
- atteintes aux personnes (agressions, fixes, vol à l'arraché, ...),
- vols avec effraction,
- dégradations ou destructions des installations de sécurité (groupe électrogène, chaufferies,...),
- détournements d'espace, développement du commerce de substances illicites,
- vols, destructions de documents ou récupérations de données ou de programmes informatiques concernant la recherche.

III. Recommandations

La sous-commission pour la sécurité publique, réunie en séance le 15 avril 2010, émet un avis favorable au projet, assorti des recommandations suivantes, bien que le site bénéficie d'une sûreté satisfaisante au niveau des risques envisagés :

- maintenir la placette Einstein libre de tout aménagement et plantation ;
- interdire tout stationnement sur la voie échelles aménagée parallèlement au boulevard du général Jean Simon ;
- prendre en compte la problématique de jets de projectiles sur les trains circulant en contrebas en édifant une clôture dissuasive au niveau des patios ;
- certaines recommandations en matière de sûreté devront être formulées par la maîtrise d'ouvrage auprès de RFF au niveau du « rameau », accès permettant au TGV de passer sous le bâtiment M5B2. Ces recommandations consisteront à empêcher par des moyens mécaniques les intrusions dans les tunnels de personnes non autorisées tant que le réseau SNCF ne sera pas mis en service. Par la suite, lorsque les trains emprunteront cet accès, il conviendrait que la vacuité des voies ferrées soit vérifiée au moyen de vidéoprotection et ce afin d'éviter tout incident pouvant nuire à la structure bâtonnaire de l'université.

CT104

I / INFORMATIONS SUR LE SOUS-SOL DE LA PARCELLE CONCERNEE PAR LE PROJET, en l'état actuel des connaissances (indiquées par une croix)

Parcelle située dans un périmètre de risque : OUI :

☐ Plan de prévention des risques naturels de mouvements de terrains : arrêté préfectoral du 18 novembre 1985, 19 décembre 1985 et 27 janvier 1986 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et arrêté inter préfectoral du 25 février 1977 délimitant le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien.

☒ Pour Paris : arrêtés inter préfectoraux des 26 janvier 1966 et 19 mars 1991 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et arrêté inter préfectoral du 25 février 1977 délimitant le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien.

☐ Pour les Hauts de Seine : arrêté interpréfectoral du 26 janvier 1966, et arrêtés préfectoraux des 25 avril 1967, 7 août 1965, 25 novembre 1985, 19 décembre 1985 et 27 janvier 1986 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières.

☐ Pour la Seine Saint Denis : arrêtés inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières, arrêtés préfectoraux des 21 mars 1986, 16 décembre 1986 et 18 avril 1995 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien.

☐ Pour le Val de Marne : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières

☒ D'après les documents de l'Inspection Générale des Carrières :

☐ D'après le rapport d'étude de sol fourni par le demandeur :

☐ Le terrain est situé dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antécludien, jusqu'à une profondeur de mètres.

☐ Le terrain est situé au dessus d'anomalies de dissolution du gypse antécludien situées entre et mètres de profondeur.

☒ Le projet est situé dans une zone d'anciennes carrières :

☒ en totalité au dessus d'une ancienne carrière à ciel ouvert de alluvions anciennes épaisseur des remblais : 6 à 10 mètres environ

☐ d'une ancienne carrière souterraine de

☐ d'une ancienne carrière souterraine de

☐ de limites et de caractéristiques mal connues pour la carrière de

Caractéristiques des carrières souterraines (données à lire indicatif notamment pour le recouvrement qui peut varier en fonction de la cote de sol réelle du projet)

- Carrière de	
Recouvrement	m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m
- Carrière de	
Recouvrement	m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m

Travaux antérieurs de traitement de la carrière et/ou de fondations :

☒ Néant

☐ Existants :

- pour la carrière souterraine de par

- pour la carrière souterraine de par

- pour la (les) construction (s) existante(s) par, et par

II / PRESCRIPTIONS MINIMALES PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (indiquées par une croix)

Les notices techniques de l'inspection générale des carrières fixent les règles minimales à respecter pour certains types de travaux. Dans le cas où la prescription détaillée ci-dessous fait référence à une telle notice, sa mise en œuvre devra y être conforme.

Les renvois techniques indiqués par un chiffre et les conditions détaillées de la prescription sont explicités en dernière page.

Les travaux prescrits doivent être effectués par le pédonnaire préalablement à la réalisation de l'opération faisant l'objet de la demande d'autorisation de bâtir.

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DE LA PARCELLE :

☐ Comblement (Remplissage gravitaire sans clavage du ciel de la carrière)

☐ Comblement, clavage de la carrière et forages de contrôle

☐ Traitement des fontis et des terrains décomprimés

☐ Préservation de galeries (5). Un état des lieux devra être établi conjointement entre le maître d'œuvre et l'Inspection Générale des Carrières sur l'état des galeries situées sous :

☐ sous l'ensemble de la parcelle

☐ sous la partie sous-minée de la parcelle

☐ sous le projet et ses abords

CONSOLIDATIONS SOUTERRAINES :

☐ Piliers maçonnés ou bétonnés dans la hauteur de la carrière (3)

☐ Murs masque (Dans le cas où la feuille atteindrait ou dépasserait le ciel de la carrière, il conviendra de réaliser un soutènement définitif du ciel de la carrière en bordure de fouille par un soutènement maçonné.)

☐ Injections de coulis dans la carrière sous le projet et ses abords (2) (5) du 15 janvier 2003

☐ Injections de coulis des anomalies de dissolution du gypse antécludien du 10 janvier 2003

FONDATIONS SUPERFICIELLES ARMEES (conformément au DTU 13.1) :

☐ Longrines, semelles filantes ☐ avec comblement (gravitaire+clavage)

☐ Radier général armé ☐ avec comblement (gravitaire+clavage) ☐ justifié à la condition de fontis (6)

REINFORCEMENT DES FONDATIONS EXISTANTES :

☐ Diagnostic des fondations avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)

FONDATIONS PROFONDES (conformément au DTU 13.2) :

☒ Puits de béton, pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) traversant les remblais de la carrière à ciel ouvert (4)

☐ Puits de béton ancrés en pied de carrière souterraine (4)

☐ Pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) (4) ancrés en pied de carrière souterraine ☐ avec comblement (gravitaire+clavage)

AUTRES :

☐ Mission spécifique de surveillance :

☐ Travaux validés ou à valider par un bureau de contrôle technique :

III / RECOMMANDATIONS PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES (indiquées par une croix)

Travaux recommandés afin de garantir la mise en sécurité de la parcelle et des ouvrages vis à vis des risques de mouvement de terrain.

☐ Reconnaissance de sol pour recherche de vides de dissolution du gypse antécludien à mètres de profondeur (suivant les règles minimales de la notice technique du 10/01/2003)

☐ Essais d'injection de coulis de ciment des anomalies de dissolution du gypse antécludien mètres de profondeur (suivant les règles minimales de la notice technique du 10/01/2003)

☐ Reconnaissance de sol pour s'assurer de l'absence d'exploitation

☐ sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)

☐ Comblement (remplissage gravitaire et clavage) des vides résiduels de la carrière

☐ Consolidations souterraines sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)

☐ Extension les travaux prescrits au paragraphe II sous la (les) construction(s) existante(s)

☐ Diagnostic des fondations existantes avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)

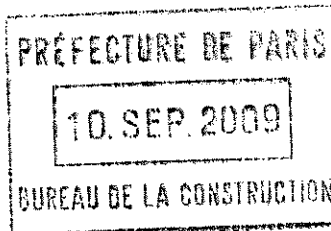
☐ Autres :

Paris, le 11 SEP. 2009

Po L'Inspecteur Général des Carrières :

l'Ingénieur des Travaux.
Chef de la Subdivision OUEs :

Véronique FAU



DIRECTION CONTRATS ET SERVICES AUX CLIENTS
Direction d'Affaires Maîtrise d'Ouvrage Mandatée
CSC MOM

OPERATION AUSTERLITZ TOLBIAC MASSENA
15 rue Traversière
75580 PARIS CEDEX 12

FAX. 01 53 33 74 14 (51 74 14)
TEL. 01 53 33 74 70 (51 74 70)

e-mail : xavier.capet@sncf.fr

LE DIRECTEUR D'OPERATION DELEGUE

PREFECTURE DE PARIS
DULE – SDFUC – BC 1
Monsieur Christophe DEBYSER
4 boulevard Morland
75915 PARIS Cedex 04

Réf. : 0657.ATM.DS

Objet : Dossier PC 075 113 P 0050.

Construction d'un bâtiment universitaire sur l'îlot M56B2 de la ZAC Paris Rive-Gauche
11/17 rue Antoine de Baïf, 12/24 boulevard J. Simon – 75013 PARIS.
Demandeur : UNICITE pour le compte de l'Université Paris Diderot..

Paris, le 4 septembre 2009

Monsieur,

Vous m'avez adressé pour examen et avis le 17 août 2009 les pièces concernant le projet cité en objet.
Veuillez trouver en retour mes observations sur le dossier communiqué :

- 1) La voirie pompier d'accès à la cour Sud traverse les voies ferrées de la petite ceinture. Cet accès doit faire l'objet d'une autorisation de Réseau Ferré de France propriétaire des terrains et d'une étude de risque (passage à niveau)
- 2) Les culées des tabliers ferroviaires le long de l'Allée d'Ivry doivent rester constructibles
- 3) Les gabarits ferroviaires minimums à réserver dans les ouvrages pour le passage de la petite ceinture ou des bretelles de raccordement nord et sud sont en hauteur de 5,50m libres au dessus du plan de voies et de 1,20m en dessous. Les largeurs à réserver sont de 6m pour le passage d'une voie ferrée et de 9,70m pour 2 voies ferrées.
- 4) Les plans d'exécution du bâtiment M5B2 devront tenir compte de l'étude détaillée (plan et altimétrie) du tracé définitif des voies ferrées de la petite ceinture et des raccordements nord et sud qui sera fournie en janvier 2010.
- 5) Si le projet de tunnel relève de l'Instruction Technique Interministérielle 98/300 (prolongation de la trémie couverte d'Austerlitz Tolbiac Masséna), un désenfumage naturel des volumes ferroviaires serait nécessaire à raison de 1/200^{ème} de la surface, ainsi que des issues pour l'évacuation des voyageurs.
- 6) L'exploitation ferroviaire ne se limite pas aux TGV ; les voies pourront accueillir tout type de trafic ferroviaire (sauf trafic de fret pour le raccordement nord)

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Daniel SIMON

P.C. 075-113-09-P0050 Université Paris 7 - Bâtiment universitaire (21.620 m²) ZAC PRG - Ilot M5B2 11-17 rue A. de Baïff, 12-24 bld J. Simon – Paris 13 ^{ème}	PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉ AU NOM DE L'ETAT PAR LE PRÉFET DE PARIS
	INFORMATIONS

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, auquel il est dérogé pour les autorisations intervenues jusqu'au 31-12-2010, par application du décret n° 2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

IMPORTANT : la délivrance d'un éventuel permis modificatif n'a pas pour effet de reporter la durée de validité du permis initial : les travaux doivent donc toujours impérativement commencer dans le délai du permis initial, et non dans celui du permis modificatif.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction